

C O N V E N T I O N  
=====

relative à la mise à disposition  
d'un poste d'amarrage pour les besoins  
du Ministère de la Défense.

Entre le Ministère des Transports SEDETOM,

d'une part,

représenté par le Directeur Départemental  
de l'Equipement de la GUYANE

Et le Ministère de la Défense

d'autre part,

représenté par le Commandant de la  
Marine aux Antilles et en Guyane

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER - FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION D'UN APPONTEMENT  
DE SERVITUDE.

Le Ministère de la Défense participe financièrement à la construction d'un appontement de servitude dans le port de Dégrad-des-Cannes (Guyane) réalisé par la Direction Départementale de l'Equipement de la GUYANE maître d'ouvrage.

Le montant de cette participation section Marine est de 200 000 F.

Elle est rattachée au budget n° 73 du Ministère de la Défense par des transferts sur le chapitre 54-61 article 10 dudit budget de 200 000 F d'autorisation de programme en 1983 et de 200 000 F de crédits de paiement en 1983.

ARTICLE 2 - ATTRIBUTION D'UN POSTE D'AMARRAGE

A compter du 1er Mars 1984, un poste d'amarrage d'une longueur de 20 mètres est affecté au Ministère de la Défense en vue du stationnement d'un patrouilleur.

Ce poste est matérialisé par un trait rouge sur le plan joint à la présente convention.

L'utilisation de ce poste est soumise au respect des articles 3 à 9.

ARTICLE 3 - ENTRETIEN DES OUVRAGES

La Marine Nationale assurera l'entretien du poste d'amarrage dont elle est affectataire.

.../...

ARTICLE 4 - POLICE DES QUAIS ET DU PORT

La police des quais et du port sera assurée par la Capitainerie du Port dans le cadre du règlement particulier du port de Dégrad-des-Cannes.

ARTICLE 5 - REDEVANCES

Le poste d'amarrage est mis gratuitement à la disposition du Ministère de la Défense.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION ET OBLIGATION

Les parties régleront leurs propres consommations d'eau, d'électricité et de téléphone. Elles assureront l'enlèvement de leurs ordures de façon à maintenir les installations en bon état et à leur conserver un aspect propre.

Le bénéficiaire visé à l'article 2, devra, obtenir l'accord préalable de la Direction Départementale de l'Equipement avant d'entreprendre toute modification aux installations existantes, à l'exception des ouvrages complémentaires liés à l'amélioration du poste d'amarrage.

ARTICLE 7 - REGLEMENT DU PORT ET MESURES DE POLICE

La Marine Nationale sera soumise aux règlements du Port. Elle devra se conformer aux arrêtés existants et à ceux qui seront pris pour réglementer l'usage des installations dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages publics.

ARTICLE 8 - ARBITRAGE

Le Commissaire de la République de la région GUYANE règlera les litiges relatifs à l'utilisation des installations qui surviendraient entre les différents occupants et pour lesquels aucun accord amiable ne serait intervenu.

ARTICLE 9 - RESILIATION

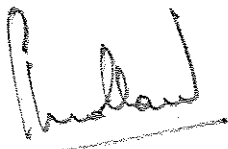
Chaque signataire de la présente convention pourra en demander la résiliation à l'autre, sur présentation d'un mémoire justificatif. Cette résiliation ne sera effective qu'après signature par les deux parties d'un document mettant explicitement fin au présent contrat.

12 OCT. 1984

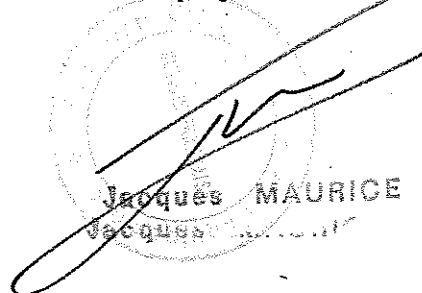
Pour le Ministère de la Défense,

Le Commandant de la Marine aux  
Antilles et en Guyane

Le Capitaine de Vaisseau MOLLARD  
Commandant la Marine aux Antilles  
et en Guyane



Pour le Ministère des  
Transports SEDETOM,  
Le Directeur Départemental  
de l'Equipement de la Guyane



Jacques MAURICE